



Montréal, 4 février 2023

Monsieur Justin Trudeau  
Premier ministre du Canada  
Édifrice Langevin  
Ottawa

Monsieur le Premier Ministre

C'est avec consternation que le Mouvement laïque québécois a appris la nomination récente d'une activiste religieuse au poste de conseillère spéciale en matière d'islamophobie et d'antiracisme.

Comme vous le saviez avant de la nommer à ce poste, Mme Amira Elghawaby a rempli pendant plusieurs années des fonctions de direction au Conseil national des musulmans canadiens. Cet organisme a combattu la loi québécoise sur la neutralité religieuse en 2017 et est présentement activement engagé dans la contestation judiciaire la Loi sur la laïcité de l'État, une loi démocratique et rassembleuse adoptée par l'Assemblée nationale du Québec.

Nous ne pouvons dissocier votre choix pour cette personne d'un désir de combattre le principe de la laïcité de l'État auquel une forte majorité de Québécois et de Québécoises sont attachés et même plus de 40% des Ontariens.

Le parti pris anti-laïque de Mme Elghawaby et ses préjugés racistes à l'endroit des Québécois ont toujours été de notoriété publique. Elle a tour à tour accusé les Québécois d'être majoritairement antimusulmans, de chercher à protéger la pureté de leur race, d'être responsables d'une tuerie antimusulmane survenue en Ontario et elle a comparé la laïcité à de la tyrannie. Le seul fait d'évoquer que nous avons été sous domination britannique lui donne, selon ses propres termes, « envie de vomir ». C'est tout dire de son mépris à l'égard du peuple québécois et son ignorance de notre histoire.

La réponse à la clarification que vous lui avez demandée n'a été, dans un premier temps, qu'un faux-fuyant lui permettant de légitimer ses propos. Par la suite, ses excuses tardives obtenues à l'arraché sont apparues comme un pseudo-remord visant à sauver son poste. Ce mauvais acte de contrition obtenu à l'arraché ne peut effacer ses propos maintes fois répétés et qui semblent exprimer le fond de sa pensée.

Mme Elghawaby a d'ailleurs maintenu du même souffle que notre loi sur la laïcité était discriminatoire. L'objectif de cette loi, faut-il le rappeler, est d'accorder les mêmes droits à tous les citoyens sans égard aux convictions religieuses ou philosophiques personnelles. C'est donc un principe inclusif qui rassemble tous les citoyens sous une même identité civique.

À ce que les médias ont rapporté à son sujet, il convient d'ajouter que Mme Elghawaby ne semble pas être en accord avec la politique canadienne de soutien au peuple iranien qui lutte pour les droits des femmes et la démocratie. Alors que vous avez vous-mêmes déclaré que « le Canada appuie sans réserve les gens qui manifestent dans les rues d'Iran et du monde entier en faveur de la liberté et de la justice », votre conseillère a

plutôt déploré que ces manifestations d'appui portent ombrage aux musulmans d'ici (capture d'écran en annexe). Entre lutte démocratique et soutien à un régime islamiste répressif, elle choisit le second, réduisant du fait même l'islam à la mouvance islamiste.

Comment confier à cette activiste religieuse un poste de représentante du Canada alors qu'elle n'est vraisemblablement pas sur la même longueur d'ondes que votre gouvernement dans cet enjeu majeur de politique internationale?

Le passé d'Amira Elghawaby et ses déclarations minent d'emblée sa crédibilité comme conseillère notamment dans sa tâche de « soutenir l'éducation et la sensibilisation du public ». Ses partis pris sont non seulement un affront à tous les défenseurs de la laïcité tant au Québec qu'au Canada mais aussi des obstacles à la communication entre groupes, croyants ou non croyants, qui ont d'autres convictions que la sienne.

La description du poste que vous lui avez confié est elle-même de nature à créer et à entretenir de la confusion, voire de la désinformation, au sein du public. Le terme d'islamophobie est actuellement utilisé par une frange extrémiste de l'islam qui associe toute critique de l'islam à de la haine contre les musulmans. Le mandat ne précise aucunement la portée de ce terme. Il est manifeste que Amira Elghawaby adhère à la définition large du terme puisqu'elle considère que les défenseurs de la laïcité sont des antimusulmans.

Il est de votre devoir, en tant que premier ministre du Canada, d'assurer qu'une telle association n'ait pas cours au sein du gouvernement canadien et de clairement distinguer la haine religieuse de la critique légitime des religions afin que l'opinion publique soit correctement informée sur les enjeux de la lutte au racisme et de la raison d'être de la laïcité. Pour ce faire, nous vous invitons à vous inspirer, pour vos politiques, de notre Loi sur la laïcité de l'État.

Le fait de créer des postes précisément liés à la défense de groupes religieux spécifiques est de nature à morceler la société en micro-communautés ethno-religieuses qui au final ne partagent plus rien de commun.

Le poste actuellement occupé par Mme Elghawaby nous paraît irréformable parce que vicié dans son fondement même. Il comporte un risque majeur de dérive compromettant la liberté d'expression et la liberté de conscience de tous. C'est pourquoi nous vous demandons à la fois de démettre Amira Elghawaby de ses fonctions et d'abolir le poste en question ou tout autre poste de même nature.

Veuillez accepter, Monsieur le Premier Ministre, nos considérations les meilleures.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'D. Baril', written in a cursive style.

Daniel Baril, président

**Mouvement laïque québécois**

Casier postal 32132, succursale Saint-André, Montréal, Québec H2L 4Y5, Canada - 514 985-5840  
- [info@mlq.qc.ca](mailto:info@mlq.qc.ca)



Thread

Open app



Amira Elghawaby

@AmiraElghawaby



“People who are angry with the government in Iran are taking it out on Canadian citizens that are Muslims here.”

[@nccm](#) via [@globeandmail](#)  
[theglobeandmail.com/canada/article...](https://theglobeandmail.com/canada/article...)  
[#cdnmuslims](#) [#Islamophobia](#)



[theglobeandmail.com](https://theglobeandmail.com)

Thousands rally in Toronto in support of anti-government protesters in Iran